

# Règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques Département du **Doubs**



# Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>3</b>
-----------------------	----------

<b>1. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES.....</b>	<b>5</b>
--	----------

1.1 Admission, scolarisation et radiation .....	5
1.2 Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires .....	6
1.3 Fréquentation de l'école .....	7
1.4 Accueil et surveillance des élèves .....	8
1.5 Le dialogue avec les familles .....	10
1.6 Usage des locaux, hygiène et sécurité .....	11
1.7 Les intervenants extérieurs à l'école.....	13

<b>2. DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE .</b>	<b>15</b>
--	-----------

2.1 Les élèves .....	15
2.2 Les parents.....	16
2.3 Les personnels enseignants et non enseignants.....	16
2.4 Les partenaires et intervenants .....	17
2.5 Les règles de vie à l'école.....	17
2.6 Utilisation du règlement intérieur .....	18

## Annexes

Annexe 1 : Charte de la laïcité à l'École

Annexe 2 : Liens vers les textes officiels

Annexe 3 : Organisation des temps scolaires des écoles

## Préambule

Le service public d'éducation est conçu et organisé pour servir les élèves et leurs besoins. Il contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. Il pose le principe que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il assure l'inclusion scolaire de tous les enfants, sans aucune distinction. Il contribue à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement publics et privés. Pour garantir la réussite de tous, l'École se construit avec la participation de tous les parents. Elle s'enrichit et réussit ses missions grâce au dialogue et à la coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative.

Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République. Le service public d'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité. Par son organisation et ses méthodes, il favorise la coopération entre les élèves futurs citoyens.

Le service public d'éducation repose sur des valeurs et les principes de gratuité, de neutralité et de laïcité. Chacun est également tenu au devoir d'assiduité et de ponctualité, de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et sa sensibilité, au respect de l'égalité des droits entre filles et garçons, de protection contre toute forme de violence psychologique, physique, sexuelle ou morale. En aucune circonstance, l'usage de la violence physique comme verbale ne saurait être toléré. Le respect mutuel entre adultes et élèves et entre élèves constitue également un des fondements de la vie collective. Dans l'exercice de leurs fonctions, tous les personnels ont le devoir de porter ces valeurs.

Le règlement intérieur de l'école précise les conditions dans lesquelles est assuré le respect des droits et des obligations de chacun des membres de la communauté éducative<sup>1</sup>. Il comporte les modalités de transmission des valeurs et des principes de la République<sup>2</sup>, respecte la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et la convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989<sup>3</sup>. La Charte de la laïcité à l'École<sup>4</sup> est jointe au règlement intérieur.

---

<sup>1</sup> Code de l'Éducation, article L. 401-2

<sup>2</sup> Code de l'Éducation, article L. 111-1-1

<sup>3</sup> Articles 12 et 13 notamment relatifs à la liberté d'expression de l'enfant

<sup>4</sup> Circulaire n° 2013-144 du 6 septembre 2013

## Principes généraux du service public de l'éducation

### Missions de l'école primaire<sup>5</sup>

L'école primaire constitue la première étape de la scolarité obligatoire. Elle assure la transmission des savoirs fondamentaux et contribue à la formation intellectuelle, sociale et civique des élèves.

Elle vise à permettre à chaque élève :

- d'acquérir les connaissances et compétences fondamentales ;
- de développer son autonomie et son sens critique ;
- de construire les bases de sa formation citoyenne.

L'école contribue également à l'éducation à la responsabilité, au respect d'autrui et aux valeurs de la République.

### Principes du service public d'Éducation<sup>6</sup>

Le fonctionnement de l'école publique repose sur les principes fondamentaux du service public :

- gratuité de l'enseignement ;
- neutralité du service public ;
- laïcité ;
- égalité entre les élèves ;
- inclusion scolaire.

Ces principes s'imposent à l'ensemble des membres de la communauté éducative.

### Laïcité et valeurs de la République

Le principe de laïcité garantit la liberté de conscience des élèves et des personnels.

Dans les écoles publiques, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

L'école veille à la transmission et au respect des valeurs de la République.

### La communauté éducative

La communauté éducative comprend :

- les élèves ;
- les personnels enseignants ;
- les personnels de l'éducation nationale ;
- les parents d'élèves ;
- les collectivités territoriales ;
- les partenaires institutionnels.

Chaque membre contribue au bon fonctionnement de l'école et à la réussite des élèves.

---

<sup>5</sup> Articles L111-1 et L111-2 du Code de l'éducation

<sup>6</sup> Articles L111-1 et L141-5-1 du Code de l'éducation

# 1. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES

L'instruction est obligatoire pour tout enfant âgé de trois ans au 31 décembre de l'année civile jusqu'à l'âge de seize ans<sup>7</sup>. La mairie procède à l'inscription des élèves dans les écoles publiques de sa commune.

## 1.1 Admission, scolarisation et radiation

### 1.1.1 Dispositions communes

Le directeur / la directrice d'école prononce l'admission sur présentation :

- du certificat d'inscription délivré par les élus de la commune dont dépend l'école. Ce dernier document indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles, celle que l'enfant fréquentera ;
- d'un document attestant que l'enfant est à jour avec les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication<sup>8</sup> (certificat du médecin ou photocopie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, carnet international de vaccinations).

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur / la directrice d'école procède pour les enfants soumis à l'obligation scolaire à une admission provisoire<sup>9</sup>.

Il ne relève pas de la compétence des personnels de l'Éducation nationale de contrôler la régularité de la situation des élèves étrangers et de leurs parents au regard des règles régissant leur entrée et leur séjour en France.

### 1.1.2 Admission à l'école maternelle et élémentaire

L'instruction est obligatoire pour chaque enfant à compter de la rentrée scolaire de l'année civile où l'enfant atteint l'âge de trois ans.

L'admission en maternelle n'est pas conditionnée à l'acquisition de la propreté de l'enfant. En cas de besoins particuliers, il convient d'engager un dialogue renforcé entre l'équipe éducative et les responsables de l'enfant afin de trouver le dispositif qui convienne le mieux.

Les enfants qui ont atteint l'âge de deux ans au jour de la rentrée scolaire peuvent être admis dans les écoles et les classes maternelles dans la limite des places disponibles. Ils y sont scolarisés jusqu'à la rentrée scolaire de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de six ans. Cela peut conduire à un accueil différé au-delà de la rentrée scolaire en fonction de la date d'anniversaire de l'enfant (circulaire n°2012-202 du 18 décembre 2012).

---

<sup>7</sup> Article 11 de la loi pour une école de la confiance promulguée au Journal Officiel le 28 juillet 2019

<sup>8</sup> Code de la Santé publique, articles L. 3111-2 et L. 3111-3

<sup>9</sup> Code de l'éducation, article L. 131-1-1

L'accueil des enfants de moins de trois ans est assuré en priorité dans les écoles et classes maternelles situées dans un environnement social défavorisé, que ce soit dans les zones urbaines, rurales ou de montagne et particulièrement en zone d'éducation prioritaire<sup>10</sup>.

Aucune discrimination ne peut être faite pour l'admission d'enfants étrangers ou de migrants dans les classes maternelles, conformément aux principes rappelés ci-dessus.

### **1.1.3 Radiation**

En cas de changement d'école, un certificat de radiation est émis par l'école d'origine. La radiation est prononcée par le directeur / la directrice lorsque les représentants légaux en font la demande. Le directeur / la directrice d'école informe de cette radiation le maire de la commune de résidence des parents<sup>11</sup>.

Le livret scolaire est transmis préférentiellement par le directeur / la directrice de l'école d'origine au directeur / à la directrice de l'école d'accueil.

Le directeur / la directrice de l'école tient à jour le registre matricule.

## **1.2 Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires**

La durée hebdomadaire de l'enseignement à l'école maternelle et à l'école élémentaire est fixée à 24 heures d'enseignement réparties sur neuf demi-journées. À titre dérogatoire, une répartition sur huit demi-journées est possible. Les élèves peuvent en outre bénéficier d'activités pédagogiques complémentaires.

### **1.2.1 Les activités pédagogiques complémentaires sont organisées par groupes restreints d'élèves<sup>12</sup> :**

- pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages ;
- pour une aide au travail personnel ;
- pour une activité prévue par le projet d'école, le cas échéant en lien avec le projet éducatif territorial.

Les horaires et l'organisation des activités pédagogiques complémentaires font l'objet d'une information aux familles.

La liste des élèves qui bénéficient des activités pédagogiques complémentaires est établie après qu'a ait été recueilli pour chacun l'accord des parents ou du représentant légal.

---

<sup>10</sup> Code de l'éducation, article D 113-1

<sup>11</sup> Code de l'éducation, article R. 131-3 et de l'article R. 131-4.

<sup>12</sup> Code de l'éducation, article D. 521-13

Les responsables communaux ou d'EPCI dans le territoire desquels est située l'école sont informés de l'organisation horaire retenue pour ces activités et de l'effectif des élèves qui y participent.

### **1.2.2 Organisation du temps scolaire de chaque école**

Les heures d'entrée et de sortie de l'école sont précisées dans le règlement intérieur de chaque établissement. L'organisation du temps scolaire est arrêtée par l'IA-DASEN sur proposition du conseil d'école après échange avec la collectivité territoriale. L'arrêté fixant l'organisation des temps scolaires des écoles du Doubs est joint au présent règlement (annexe 3).

## **1.3 Fréquentation de l'école**

### **1.3.1 Dispositions générales**

Les obligations des élèves, définies par l'article L. 511-1 du code de l'éducation, incluent l'assiduité. Les parents ou responsables légaux de l'élève sont responsables du respect de cette obligation. S'il revient au maire de contrôler le respect de l'obligation de l'instruction, il appartient au directeur / à la directrice d'école de contrôler le respect de l'obligation d'assiduité liée à l'inscription à l'école<sup>13</sup>.

L'enseignant de chaque classe tient un registre d'appel sur lequel il inscrit les élèves absents. Au début de chaque demi-journée, l'enseignant ou toute personne responsable d'une activité organisée pendant le temps scolaire procède à l'appel des élèves<sup>14</sup>.

Lorsqu'un enfant manque momentanément la classe, les parents ou les personnes responsables doivent, sans délai, faire connaître au directeur / à la directrice d'école les motifs de cette absence ; celui-ci / celle-ci vérifie la légitimité du motif invoqué<sup>15</sup>.

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les autres motifs sont appréciés par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation. Les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses énumérées dans l'arrêté interministériel du 3 mai 1989<sup>16</sup>.

En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur / la directrice d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande

---

<sup>13</sup> Code de l'éducation, article R. 131-6

<sup>14</sup> Code de l'éducation, article R. 131-5

<sup>15</sup> Code de l'éducation, article L. 131-8

<sup>16</sup> Circulaire n° 2004-054 du 23 mars 2004

d'autorisation d'absence, qu'il / elle transmet à l'IA-DASEN sous couvert de l'inspecteur de l'éducation nationale (IEN) de la circonscription.

Dès qu'un enseignant ou une personne responsable d'une activité scolaire constate une absence non annoncée, il en informe le directeur / la directrice d'école qui prend contact immédiatement avec les personnes responsables de l'élève afin qu'elles en fassent connaître les motifs. En cas d'absence du directeur / de la directrice, il appartiendra à l'enseignant d'établir ce contact.

### **1.3.2 Assiduité à l'école maternelle et élémentaire**

L'assiduité est obligatoire<sup>17</sup>.

À l'école maternelle, l'obligation d'assiduité peut être aménagée en petite section d'école maternelle à la demande des personnes responsables de l'enfant<sup>18</sup>. Ces aménagements ne peuvent porter que sur les heures de classe prévues l'après-midi. Elles tiennent compte des horaires d'entrée et de sortie des classes, du fonctionnement général de l'école et de son règlement intérieur.

Ces aménagements peuvent faire l'objet d'une modification au cours de l'année scolaire à la demande des familles.

En cas d'absence répétées non justifiées, l'équipe engage un dialogue avec la famille. Des mesures d'accompagnement peuvent être proposées. Si les absences persistent, le directeur / la directrice applique avec vigilance les dispositions de la réglementation en vigueur<sup>19</sup>.

À compter de quatre demi-journées d'absences sans motif légitime ni excuses valables durant le mois, le directeur / la directrice d'école saisit, sous couvert de l'IEN, l'IA-DASEN qui peut faire un signalement au procureur de la république. En cas d'absentéisme persistant, la démarche à mettre en œuvre à l'égard des parents doit permettre de poursuivre un dialogue avec eux.

## **1.4 Accueil et surveillance des élèves**

La surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'état de la distribution des locaux et du matériel scolaire et de la nature des activités proposées<sup>20</sup>. Le service de surveillance à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est réparti entre les maîtres en conseil des maîtres de l'école. Le tableau de surveillance doit être affiché dans l'école.

---

<sup>17</sup> Code de l'éducation, article L. 131-8

<sup>18</sup> Code de l'éducation, article R. 131-1-1

<sup>19</sup> Code de l'éducation, article L. 131-8

<sup>20</sup> Code de l'éducation, article D. 321-12

Le conseil des maîtres de chaque école fixe les modalités spécifiques de surveillance adaptées à l'organisation pédagogique de l'école et à la configuration des locaux.

#### **1.4.1 Dispositions générales**

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'entrée en classe.

#### **1.4.2 Dispositions particulières à l'école maternelle**

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis par la ou les personne(s) qui les accompagnent, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance, soit au personnel chargé de l'accueil.

Les élèves sont repris en responsabilité, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personnes responsables légales ou par toute personne nommément désignée par elles par écrit, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire, de transport ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

En cas de négligence répétée des responsables légaux dans la reprise en responsabilité de leur(s) enfant(s) à la sortie de chaque classe aux heures fixées par le règlement intérieur, le directeur / la directrice d'école leur rappelle qu'ils sont tenus de respecter les dispositions fixées par le règlement intérieur. Si la situation persiste, le directeur / la directrice d'école engage un dialogue approfondi avec ceux-ci pour prendre en compte les causes des difficultés qu'ils peuvent rencontrer et les aider à les résoudre. La persistance de ces manquements et le bilan du dialogue conduit avec la famille peuvent amener le directeur / la directrice à transmettre une information préoccupante au président du conseil départemental dans le cadre de la protection de l'enfance, selon les modalités prévues par le protocole départemental.

#### **1.4.3 Dispositions particulières à l'école élémentaire**

À l'issue des classes du matin et de l'après-midi, la sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un enseignant dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires, sauf pour les élèves pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou de transport, ou par un dispositif d'accompagnement ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les parents assument la responsabilité de leur enfant.

#### **1.4.4 Droit d'accueil en cas de grève**

En cas de grève des personnels enseignants, lorsque le service d'accueil est mis en place par la commune, celle-ci peut accueillir des élèves dans les locaux des écoles maternelles et élémentaires publiques, y compris lorsque ceux-ci continuent d'être

utilisés en partie pour les besoins de l'enseignement<sup>21</sup>. La responsabilité administrative de l'État se substitue à celle de la commune dans tous les cas où celle-ci se trouve engagée en raison d'un fait dommageable commis ou subi par un élève du fait de l'organisation ou du fonctionnement du service d'accueil<sup>22</sup>.

## 1.5 Le dialogue avec les familles

Les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative. Ils sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun, sont assurés dans chaque école<sup>23</sup>.

### 1.5.1 L'information des parents

Le suivi de la scolarité par les parents implique que ceux-ci soient bien informés du fonctionnement de l'école, des acquis mais également du comportement scolaire de leur enfant. À cette fin, le directeur / la directrice d'école organise :

- des réunions chaque début d'année, pour les parents des élèves nouvellement inscrits ;
- des rencontres entre les parents et l'équipe pédagogique au moins deux fois par an, et chaque fois que lui-même ou le conseil des maîtres le jugent nécessaire<sup>24</sup> ;
- la communication régulière du livret scolaire aux parents<sup>25</sup> ;
- si nécessaire, l'information relative aux acquis et au comportement scolaires de l'élève.

Une présentation des conditions d'organisation du dialogue entre l'école et les parents a lieu, notamment à l'occasion de la première réunion du conseil d'école.

### 1.5.2 La représentation des parents au conseil d'école

Il est souhaitable que les parents d'élèves s'impliquent dans la vie de l'école en participant par leurs représentants aux conseils d'école.

Tout parent d'élève titulaire de l'autorité parentale peut se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école, sur une liste composée d'au moins deux noms de candidats. Il peut y avoir des listes des fédérations de parents représentatives ou des listes autonomes. Le directeur / la directrice d'école doit permettre aux associations de parents d'élèves de l'école de faire connaître leur action aux autres parents d'élèves de l'école.

---

<sup>21</sup> Code de l'éducation, article L. 133-4 et article L. 133-6

<sup>22</sup> Code de l'éducation, article L. 133-9

<sup>23</sup> Circulaire n° 2006-137 du 25 août 2006 et circulaire n° 2013 du 15 octobre 2013

<sup>24</sup> Code de l'éducation, article D. 111-2

<sup>25</sup> Code de l'éducation, article D. 111-3

Les heures de réunion des conseils d'école sont fixées de manière à permettre la représentation de tous ses membres.

Les représentants des parents d'élèves doivent disposer des informations nécessaires à l'exercice de leur mandat. Ils ont le droit d'informer et de rendre compte des travaux des instances dans lesquelles ils siègent.

Le conseil d'école :

- vote le règlement intérieur de l'école,
- examine le projet d'école,
- peut être amené à se prononcer sur les principales questions de vie scolaire.

Il donne son avis non seulement sur les actions pédagogiques mais aussi éducatives qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement.

## **1.6 Usage des locaux, hygiène et sécurité**

### **1.6.1 Utilisation des locaux et responsabilité**

L'ensemble des locaux scolaires est confié durant le temps scolaire au directeur / à la directrice d'école, sauf lorsqu'il est fait application de dispositions qui permettent au maire d'utiliser sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue<sup>26</sup>. Dans ce cas, il est recommandé d'établir une convention entre le maire, le directeur / la directrice d'école et l'organisateur des activités.

Le directeur / la directrice d'école doit veiller à la bonne marche de l'école ; à cette fin, il / elle surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels<sup>27</sup>. En cas de risque constaté par lui-même / elle-même ou par les enseignants, le directeur / la directrice prend les mesures appropriées ; il / elle peut s'adresser notamment aux représentants du personnel de la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail Départementale (F3SCTD), et il / elle informe du risque, par écrit, le maire de la commune, en adressant copie à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

### **1.6.2 Accès aux locaux scolaires**

L'entrée dans l'école et ses annexes pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire.

---

<sup>26</sup> Code de l'éducation, article L. 212-15

<sup>27</sup> Code de l'éducation, article L. 411-1

L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur / de la directrice d'école.

### **1.6.3 Hygiène et salubrité des locaux**

À l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens.

Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale. Une vigilance doit être exercée à l'égard des sanitaires afin de sécuriser leur utilisation par les élèves.

L'interdiction absolue de fumer (ou de vapoter) à l'intérieur et aux abords des locaux scolaires ainsi que dans les lieux non couverts pendant la durée de leur fréquentation par les élèves<sup>28</sup> doit être rappelée par affichage et mentionnée dans le règlement intérieur de l'école.

### **1.6.4 Organisation des soins et des urgences**

Le directeur / la directrice d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel.

En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins et les urgences sont assurés en priorité par les personnels titulaires, soit de l'unité d'enseignement Prévention et Secours Civiques (PSC1), soit du certificat de Sauvetage Secourisme du Travail (SST).

Toutefois, il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger en veillant particulièrement à ce que la situation ne soit pas aggravée par un retard dans l'appel aux services d'urgence ou par des interventions non contrôlées.

Dans tous les cas, le Samu-Centre 15 territorialement compétent permet le recours permanent à un médecin urgentiste qui peut donner des conseils à toute personne témoin d'un accident ou d'un malaise.

### **1.6.5 Sécurité**

Des exercices de sécurité ont lieu conformément à la réglementation en vigueur<sup>29</sup>. Le Conseil d'école est informé des exercices de sécurité. Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école.

Le directeur / la directrice d'école, responsable unique de sécurité, peut saisir la commission locale de sécurité, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école.

Chaque école dispose d'un plan pour parer aux risques majeurs liés à la sûreté des élèves et des personnels (PPMS). Ce plan est établi et validé conjointement par

---

<sup>28</sup> Code de l'éducation, article D. 521-17

<sup>29</sup> Code de la construction et de l'habitation, article R.123-12

l'autorité académique, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale gestionnaire du bâtiment et les personnels compétents en matière de sûreté.<sup>30</sup>.

## 1.7 Les intervenants extérieurs à l'école

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité<sup>31</sup>. Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école. Le directeur / la directrice d'école veillera à ce que toute personne extérieure à l'école et intervenant auprès des élèves offre toutes les garanties requises par ces principes ; il / elle pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne les respecterait pas.

### 1.7.1 Participation des parents ou d'autres accompagnateurs bénévoles

Si l'enseignant le souhaite, il peut solliciter l'appui d'une personne agréée par les services de l'éducation nationale<sup>32</sup> tout en conservant la responsabilité pédagogique du déroulement de l'activité<sup>33</sup>.

Les intervenants extérieurs à l'école primaire sollicités dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive sont soumis à agrément<sup>34</sup>.

Dans le cadre de l'enseignement de l'EPS, les intervenants extérieurs doivent être agréés par l'IA-DASEN, qu'ils interviennent en tant que professionnels ou en tant que bénévoles. L'agrément est délivré après vérification des compétences dites techniques et de l'honorabilité de l'intervenant<sup>35</sup>.

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur / la directrice d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires<sup>36</sup>. Pour les activités à taux d'encadrement renforcé<sup>37</sup>, le directeur / la directrice s'assure que les parents disposent d'un agrément.

---

<sup>30</sup> Article L. 411-4 du Code de l'éducation

<sup>31</sup> Circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001

<sup>32</sup> Code de l'éducation, article L. 312-3

<sup>33</sup> Code de l'éducation, art. D. 321-13

<sup>34</sup> Code de l'éducation, articles L. 312-3 et D. 312-1-1

<sup>35</sup> Arrêté du 25 mars 2016 portant modification de l'arrêté du 21 janvier 2016

<sup>36</sup> Circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999 modifiée

<sup>37</sup> Circulaire n°2017-106 du 6 octobre 2017 et note de service du 28 février 2022

Le directeur / la directrice veille à contrôler l'honorabilité des parents qui interviennent comme accompagnateurs ou encadrants bénévoles lors d'activités sportives, nautiques, ou lors des sorties scolaires avec nuitées, en demandant la consultation du FIJ AISV.

Il / elle peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des parents d'élèves à apporter au maître une participation à l'action éducative. Dans tous les cas, le directeur / la directrice d'école délivre une autorisation écrite précisant le nom du parent ou du participant, l'objet, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

### **1.7.2 Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement**

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

Tous les intervenants extérieurs qui apportent une contribution à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires d'enseignement sont soumis à une autorisation du directeur / de la directrice d'école. Les intervenants rémunérés ainsi que les bénévoles intervenant notamment dans le champ de l'éducation physique et sportive doivent également être agréés par l'IA-DASEN.

### **1.7.3 Intervention des associations**

L'intervention d'une association agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur / de la directrice d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école. Cet accord ne vaut que pour une période précise, dans le cadre d'un projet pédagogique défini.

L'inspecteur de l'éducation nationale doit être informé par le directeur / la directrice d'école des autorisations d'intervention accordées. Il vérifie l'agrément avant le début de l'intervention.

Le directeur / la directrice d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité<sup>38</sup>, à titre exceptionnel, s'il a auparavant informé, par la voie hiérarchique, l'IA-DASEN du projet d'intervention. Après avoir pris connaissance de ce projet, l'IA-DASEN peut notifier au directeur / la directrice d'école son opposition à l'action projetée.

---

<sup>38</sup> Code de l'éducation, article D. 551-6

## 2. DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE

La communauté éducative réunit les personnels de l'école, les parents d'élèves, les collectivités territoriales compétentes pour l'école ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux associés au service public de l'éducation<sup>39</sup>.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l'action de l'école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de laïcité et neutralité<sup>40</sup>; ils doivent, en outre, faire preuve d'une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l'école. Le directeur / la directrice d'école doit signaler les comportements inappropriés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Le règlement intérieur de l'école rappelle les droits et obligations qui s'imposent à tous les membres de la communauté éducative en prenant en compte les indications ci-dessous.

### 2.1 Les élèves

L'école veille à permettre la scolarisation de tous les élèves dans le respect de leurs besoins.

Le règlement intérieur de l'école doit préciser que « tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit ».

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité. En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s'appliquant non seulement aux relations à l'intérieur de l'école, mais aussi à l'usage d'Internet dans le cadre scolaire. Les outils numériques utilisés dans le cadre scolaire doivent respecter les règles de sécurité, de protection des données personnelles et de respect d'autrui.

- **Droits** : en application des conventions internationales auxquelles la France a adhéré, les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ainsi, conformément à l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 ratifiée par la France le 7 août 1990, « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain et conformément à la présente Convention ». Chaque école met en œuvre un plan de prévention et de traitement des situations de harcèlement conforme au programme national PHARE. Toute situation signalée fait l'objet d'une analyse et d'un traitement dans un délai adapté.
- **Obligations** : chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité. Les élèves doivent,

---

<sup>39</sup> Code de l'éducation, article L. 111-3

<sup>40</sup> Code de l'éducation, article L. 141-5-1 issu de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004

notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises.

## 2.2 Les parents

- **Droits** : les parents sont représentés au conseil d'école et associés au fonctionnement de l'école<sup>41</sup>. Des échanges et des réunions régulières doivent être organisés par le directeur / la directrice d'école et l'équipe pédagogique à leur attention selon des horaires compatibles avec les contraintes matérielles des parents. Ils ont le droit d'être informés des acquis et du comportement scolaire de leur enfant. Ils ont la possibilité de se faire accompagner d'une tierce personne qui peut être un représentant de parents. Par ailleurs, dans chaque école, doit être prévu un espace à l'usage des parents d'élèves et de leurs délégués.
- **Obligations** : les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité par leurs enfants ; ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité et de s'engager dans le dialogue que leur directeur / la directrice d'école leur propose en cas de difficulté. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

## 2.3 Les personnels enseignants et non enseignants

- **Droits** : tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative.
- **Obligations** : tous les personnels ont l'obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s'interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l'égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.

Les enseignants doivent être à l'écoute des parents et répondre à leurs demandes d'informations sur les acquis et le comportement scolaires de leur enfant. Ils doivent être, en toutes occasions, garants du respect des principes fondamentaux du service public de l'éducation et porteurs des valeurs de l'École.

Tout personnel de l'éducation nationale est en outre tenu aux obligations professionnelles d'éthique et de déontologie.

---

<sup>41</sup> Code de l'éducation, article L. 411-1

## 2.4 Les partenaires et intervenants

Toute personne intervenant dans l'école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus. Celles qui sont amenées à intervenir fréquemment dans une école doivent prendre connaissance de son règlement intérieur.

## 2.5 Les règles de vie à l'école

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble », la compréhension des attentes de l'école. Ces règles sont explicitées dans le cadre du projet de classe. L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant qui, par son engagement adapté et encadré, devient progressivement acteur des règles de vie de l'école. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein. À ce titre, diverses formes d'encouragement sont prévues dans le règlement intérieur de l'école, pour favoriser les comportements positifs.

À l'inverse, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des sanctions, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant. Ces sanctions ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant. On veillera à ce qu'un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de sanction. Par ailleurs, les punitions collectives doivent être proscrites.

Lorsque le comportement intentionnel et répété d'un élève fait peser un risque caractérisé sur la sécurité ou la santé d'un autre élève de l'école, le directeur / la directrice d'école, après avoir obligatoirement réuni l'équipe éducative, met en œuvre, en associant les parents de l'élève dont le comportement est en cause, toute mesure éducative de nature à faire cesser ce comportement. Le directeur / la directrice de l'école peut, à titre conservatoire, suspendre l'accès à l'établissement de l'élève dont le comportement est en cause pour une durée maximale de cinq jours.<sup>42</sup>

Les mesures d'encouragement ou de réprimande, de nature différente en fonction de l'âge de l'élève, sont expliquées et connues de tous.

---

<sup>42</sup> Article R411-11-1 du Code de l'éducation

Lorsque le comportement d'un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe malgré la concertation engagée avec les responsables légaux, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative. Le psychologue scolaire et le médecin de l'éducation nationale doivent être associés à l'évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées : aide, conseils d'orientation vers une structure de soin. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l'école (services sociaux, éducatifs, de santé, communes, etc.).

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes. En tout état de cause, l'élève ne doit à aucun moment être laissé seul sans surveillance.

Il peut être fait appel à une personne ressource désignée par l'équipe éducative, notamment en son sein, pour aider :

- l'élève à intégrer les règles du « vivre ensemble » et à rétablir une relation de confiance avec son enseignant ;
- l'enseignant à analyser les causes des difficultés et à renouer les liens avec l'élève et sa famille ;
- les parents à analyser la situation, à rechercher des solutions et à renouer des liens avec l'école.

La mobilisation du pôle d'appui à la scolarité (PAS) ou des enseignants des réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté (RASED) peut également être envisagée<sup>43</sup>.

À l'école élémentaire, s'il apparaît que le comportement d'un élève ne s'améliore pas malgré la conciliation et la mise en œuvre des mesures décidées dans le cadre de l'équipe éducative, il peut être envisagé à titre tout à fait exceptionnel que l'IA-DASEN demande au maire de procéder à la radiation de l'élève de l'école et à sa réinscription dans une autre école de la même commune.

Les personnes responsables de l'enfant doivent être consultées sur le choix de la nouvelle école. La scolarisation dans une école d'une autre commune ne peut être effectuée sans l'accord des représentants légaux et des communes de résidence et d'accueil<sup>44</sup>.

## 2.6 Utilisation du règlement intérieur

Le règlement intérieur de l'école est porté à la connaissance de l'ensemble des membres de la communauté éducative ; il est à la fois un outil d'information pour les parents et les partenaires ou intervenants et un outil éducatif pour les élèves. En ce

---

<sup>43</sup> Circulaire n° 2009-088 du 17 juillet 2009

<sup>44</sup> Code de l'éducation, article L. 212-8

sens, il doit être présenté aux enfants sous une forme adaptée. Sa mise en œuvre est étroitement liée à l'action pédagogique de l'école, dans la perspective de la maîtrise progressive des compétences sociales et civiques définies par le socle commun de connaissance, de compétences et de culture.

Par conséquent, les règles de discipline en classe prennent sens dans le contexte de l'organisation et du fonctionnement de l'école définis par le projet d'école. Elles doivent s'appliquer dans le souci d'une cohérence éducative et elles peuvent prendre en compte la stratégie globale développée dans un ensemble d'écoles situées sur le même territoire.

Le directeur / la directrice veille au bon fonctionnement de l'établissement, à la mise en œuvre du présent règlement et à la sécurité des élèves. Il / elle est l'interlocuteur privilégié des familles et des partenaires.

Le règlement intérieur est présenté, en début d'année scolaire, par le directeur / la directrice d'école aux parents des élèves nouvellement inscrits. À l'occasion de l'admission d'un élève à l'école, ses parents ou responsables légaux attestent qu'ils ont pris connaissance du règlement intérieur.

Ce règlement intérieur de l'école est communiqué au maire de la commune ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont elle relève.

Ce règlement intérieur de l'école est affiché dans l'école dans un lieu facilement accessible aux parents.

Le présent règlement type départemental, qui a reçu un avis favorable du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale (CDEN) le 21 avril 2026, s'impose à l'ensemble des écoles publiques du département du Doubs.

L'Inspecteur d'Académie – Directeur  
Académique des Services de l'Éducation  
Nationale du Doubs



Samuel ROUZET

Besançon, le 03 Juin 2026

## Annexe 1 : Charte de la laïcité à l'École<sup>45</sup>

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

### **La République est laïque.**

1. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.
2. La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.
3. La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.
4. La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.
5. La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

### **L'École est laïque.**

6. La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.
7. La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.
8. La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.
9. La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.
10. Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.
11. Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.
12. Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

---

<sup>45</sup> Circulaire n° 2013-144 du 6-9-2013

13. Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14. Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

15. Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.



**1** | La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

**2** | La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

### • • LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE • •

**3** | La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

**4** | La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

**5** | La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

## CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

**6** | La laïcité de l'école offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

**7** | La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

**8** | La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'école comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

**9** | La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

**10** | Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

**11** | Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

### • • L'ÉCOLE EST LAÏQUE • •

**12** | Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

**13** | Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

**14** | Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

**15** | Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.

## Annexe 2 : Liens vers les textes officiels

Le présent règlement départemental est établi en conformité avec les textes officiels en vigueur consultables en suivant les liens ci-dessous.

- l'article R.411 du Code de l'éducation qui précise que le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur dérogation du recteur de l'académie, arrête le règlement type des écoles maternelles et élémentaires publiques pour le département dont il a la charge

<http://www.legifrance.gouv.fr/affic...>

- la circulaire ministérielle n°2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques

<http://www.education.gouv.fr/pid255...>

- l'article 11 de la loi pour une école de la confiance promulguée au Journal Officiel le 28 juillet 2019-abaisant l'instruction obligatoire à l'âge de 3 ans

[https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article\\_jo/JORFARTI000038829100](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000038829100)